

UN PARTI OUVRIER EN MILIEU RURAL

Julian Mischi

Editions de l'E.H.E.S.S. | *Etudes rurales*

**2004/3 - n° 171-172
pages 135 à 145**

ISSN 0014-2182

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-etudes-rurales-2004-3-page-135.htm>

Pour citer cet article :

Mischi Julian, « Un parti ouvrier en milieu rural »,
Etudes rurales, 2004/3 n° 171-172, p. 135-145.

Distribution électronique Cairn.info pour Editions de l'E.H.E.S.S..

© Editions de l'E.H.E.S.S.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

UN PARTI OUVRIER EN MILIEU RURAL

Julian Mischi

L'IMPLANTATION DU PCF dans l'Allier s'organise autour de deux pôles spatiaux et sociaux : la région ouvrière et urbaine de Montluçon, à l'ouest, et les campagnes orientées vers l'élevage bovin et la polyculture, au centre. Plus que l'agglomération industrielle de Montluçon, le pays bocager constitue la principale zone de force de l'organisation communiste dans le département depuis 1920. En dépit de ce socle rural, la fédération du PCF de l'Allier est essentiellement dirigée par des cadres urbains : les militants ruraux sont marginalisés au sein d'un parti qui privilégie les militants ouvriers.

C'est cette différenciation sociale interne au communisme bourbonnais que nous entendons analyser ici en effectuant une sociographie de ses sections départementales et locales¹. À travers l'exposé des trois grandes phases de structuration du PC bourbonnais, il s'agit de mettre en évidence ses ressorts sociologiques, en soulignant plus particulièrement la position singulière de ses militants ruraux. Alors que le communisme rural est souvent appréhendé sous l'angle urbain, son implantation étant réduite à l'action de quelques militants en mission dans les campagnes, l'analyse localisée permet de

déconstruire l'image d'un communisme rural, réceptacle passif d'influences extérieures, tout en dévoilant des logiques de domination sociale reproduites dans et par l'organisation partisane.

Les racines rurales du PC bourbonnais

La naissance du communisme français doit beaucoup au monde paysan [Kriegel 1969]. Au congrès de Tours, la plupart des délégués paysans et des fédérations rurales de la SFIO se prononcent pour l'adhésion à l'IC (Internationale communiste). Les militants des campagnes berrichonnes, creusoises et bressoises participent à la fondation du PC tandis que ceux des centres urbains (Vierzon, Bourges, Aubusson, Montceau-les-Mines et Le Creusot) refusent de quitter le parti socialiste. L'attitude des socialistes bourbonnais confirme la sensibilité paysanne à la propagande communiste. À l'issue du congrès de Villefranche-d'Allier, le 23 janvier 1921, qui consacre la rupture du mouvement socialiste bourbonnais, 40 sections socialistes sur 51 rejoignent, en majorité ou en totalité, le courant communiste. En règle générale, les plus vieilles sections, essentiellement urbaines, demeurent au parti socialiste, alors que les sections récentes, surtout rurales, rallient la mouvance communiste².

1. Cette esquisse de la sociologie du communisme bourbonnais reprend certains résultats d'une enquête menée lors d'un doctorat consacré à l'implantation et à la crise du PCF [Mischi 2002a].

2. « Les anciens des milieux urbains tenaient au socialisme traditionnel ; les nouveaux venus, dans la foulée de l'après-guerre, et pour la plupart des ruraux, se tournaient vers le soleil qui se lève à l'est », estime justement G. Rougeron [1980 : 379].

Dans l'Allier, la construction de l'organisation communiste est l'œuvre de jeunes militants des milieux ruraux dont l'adhésion est relativement récente et qui occupaient des postes secondaires dans un parti socialiste dominé par les leaders ouvriers du bassin industriel montluçonnais. Elle apparaît comme une entreprise de relégitimation de militants de la périphérie rurale face au bastion ouvrier historique [Misch 2001].

Bien qu'il soit profondément rural, le nouveau parti est dirigé par un ouvrier d'usine à Montluçon : André Lépineux. Il est cependant assisté de deux militants du bocage : un ouvrier agricole, chargé de la propagande, et un tailleur d'habit, responsable de la trésorerie³. Seize des vingt-deux membres du premier comité fédéral viennent de cantons ruraux et seulement quatre des fiefs ouvriers et socialistes de Montluçon et Commeny⁴. À l'image des dirigeants, les militants sont essentiellement issus des campagnes : « Les trois quarts de notre organisation sont composés de paysans »⁵, estime, en 1923, la direction fédérale. Le bocage représente l'aire centrale d'influence du jeune parti révolutionnaire. Les militants sont, dans leur grande majorité, des propriétaires exploitants. Si la base rurale de l'organisation communiste est paysanne, les artisans et commerçants constituent son fer de lance électoral. Parmi les principaux titulaires de mandats électoraux dans le bocage (conseillers généraux, maires), on compte ainsi des négociants en quincaillerie, des maréchaux-ferrants et des propriétaires de commerces ruraux (vente de volaille, de produits agricoles...).

Alors que les militants des campagnes forment le noyau actif du communisme naissant, ils ne sont pas pour autant au centre des déci-

sions de l'appareil partisan. La contestation de l'hégémonie socialiste dans le monde ouvrier prime rapidement sur les questions rurales, et la réorganisation du parti, sur une base industrielle, lors de la phase dite de bolchevisation (1924-1927), entraîne une marginalisation des militants ruraux. La promotion partisane leur étant de plus en plus difficile dans un contexte ouvriériste, ils s'investissent progressivement dans la sphère syndicale, en particulier au sein de la Confédération générale des paysans-travailleurs (CGPT), qui se structure à partir du début des années trente. Après la génération pionnière issue de la SFIO, une deuxième vague de militants communistes émerge ainsi dans les campagnes. Ces nouvelles vocations sont suscitées par une effervescence syndicale et un discours pragmatique de défense de la petite propriété, valorisant les revendications destinées à protéger les paysans de l'insécurité économique. Autour du syndicat CGPT dirigé par des petits propriétaires communistes se forment des coopératives d'approvisionnement, de battage, de production et de stockage du blé, surtout à partir du Front populaire et de la création de l'Office du blé.

L'itinéraire de Jean Guéret est représentatif de ces militants ruraux venus au communisme par le truchement de la coopérative et du syndicalisme. Après avoir travaillé la terre dès

3. G. Rougeron, « Il y a 55 ans, la première fédération communiste de l'Allier-Janvier 1921 », *Journal du Centre*, 25 février 1976.

4. Comité fédéral de la SFIC (Section française de l'Internationale communiste), 1921 (archives de l'IC).

5. *Le Travail*, 21 octobre 1923.

l'âge de 13 ans, il est employé à l'entretien du silo à blé de Jaligny, où il s'occupe également de la coopérative de vente de produits agricoles. En 1935, il adhère à la CGPT puis, en 1937, au PC, où il dirige une section locale. L'effervescence sociale précédant et accompagnant le Front populaire transforme l'engagement syndical de militants ruraux en adhésion politique.

Cette deuxième vague rurale contribue à l'essor militant et électoral de la fédération bourbonnaise du PC durant les années trente : bien que, entre 1921 et 1932, le parti perde ses adhérents, en 1936 il retrouve son nombre de militants initial (environ 2 000) pour atteindre, l'année suivante, un effectif jamais inégalé jusqu'alors : 2 540 adhérents⁶. Malgré le développement des réseaux ruraux de la fédération, ses dirigeants demeurent des permanents issus du monde ouvrier montluçonnais et moulinois. Le secrétaire régional est l'ouvrier galochier Marcel Guyot, né dans une famille de Moulins. Il est secondé par le secrétaire de la section de Montluçon, Henri Védrines, électricien de formation et fils de l'aviateur Jules Védrines.

À la fondation sociale du PC local à travers la CGPT s'ajoute, quelques années plus tard, une fondation nationale du communisme bourbonnais, avec la participation de ses militants à la lutte contre l'Occupation allemande. L'organisation des réfractaires au STO (Service du travail obligatoire), durant les derniers mois de la guerre, élargit l'audience et le prestige du PCF dans les campagnes du département. Au cours de l'année 1942, des triangles clandestins du PC se mettent en place dans le bocage, sous l'impulsion de paysans syndicalistes [Passevant 1995 : 174-184]. Mais c'est surtout après la manifestation du 6 janvier 1943 à la gare de

Montluçon contre le départ des appelés au STO que le PC se réorganise en s'appuyant sur les réseaux syndicaux et coopératifs d'avant-guerre. Les anciens militants de la CGPT, structurés par le parti dans des comités de défense et d'action paysanne, s'opposent aux réquisitions, engagent des grèves de battage et refusent les livraisons aux autorités vichystes. Des responsables de la CGPT, pour qui le Front populaire n'a pas suffi à entraîner l'adhésion politique, s'inscrivent alors au PC. C'est notamment le cas de François Mitton, membre du Comité départemental des céréales de l'Allier en 1936, qui rejoint le PC en 1941 et devient l'un des principaux animateurs du FN paysan (Front national paysan), structure regroupant les diverses organisations paysannes liées aux FTPF (francs-tireurs et partisans français). Les plus jeunes nouvelles recrues rurales s'associent au sein des FUJP (forces unies de la jeunesse patriotique) puis des JPP (jeunes paysans patriotes). Creuset de formation des nouveaux cadres du PCF dans les campagnes, les JPP regroupent, à la Libération, 800 adhérents.

Si la Résistance n'est pas fondatrice de l'implantation dans le bocage, elle donne au parti, après les pionniers des années vingt et les syndicalistes des années trente, une troisième génération de militants ruraux. La première génération a subi l'épuration de la bolchevisation et a alimenté de nombreuses dissidences. En revanche, les deux autres vagues d'adhérents portent le PC tout au long de la deuxième moitié du XX^e siècle. En 1965, 15 % des communistes du bocage ont adhéré au PC avant la guerre et 32 %

6. *La Voix du Peuple*, 30 janvier 1937. Voir aussi A. Sérézat, « Le Front populaire et le PCF », *Bourbonnais-Hebdo*, 5-11 décembre 1990.

entre septembre 1939 et 1947. Au milieu des années quatre-vingt, sur les 354 militants du département ayant rejoint le parti avant 1946, les deux tiers sont venus pendant le Front populaire (1934-1937) et pendant la Résistance (1942-1944). Ces adhérents « historiques » militent surtout dans les campagnes : 234 sont originaires du bocage, essentiellement des cantons de Bourbon-l'Archambault et du Montet, et seulement 71 de la région de Montluçon⁷.

L'Occupation puis la Libération renforcent donc le caractère rural de l'organisation communiste, qui consolide ses réseaux dans le bocage. Cette arrivée massive de ruraux, par l'entremise des associations issues de la Résistance, modifie-t-elle l'identité sociologique de la direction fédérale du parti, dominée depuis la bolchevisation par des ouvriers des centres urbains ?

L'essor de l'après-guerre : nouveaux adhérents, anciens dirigeants

Rassemblant 2 600 communistes à la veille de la guerre, la fédération de l'Allier atteint 13 000 adhérents à la fin de l'année 1945⁸ et déploie de véritables structures parallèles comme l'UFF (Union des femmes françaises), forte de 12 500 militantes⁹. Durant les premiers mois d'incertitude de la Libération, un employé de banque, clandestin, d'origine italienne, Henri Ramassioti, lequel est dépourvu de toute formation partisane et n'est pas ouvrier, s'impose à la tête de la fédération, en l'absence des anciens dirigeants. Dès la première conférence fédérale, en janvier 1945, le CC (Comité central) lui refuse cette responsabilité, et l'appareil est repris par des cadres ouvriers formés dans le courant des années trente : un métallurgiste de Moulins, âgé de 38 ans, Hubert Jouannin, membre du bureau de la Région

communiste depuis 1935, est élu secrétaire fédéral ; les deux anciens responsables du parti lors du Front populaire, Henri Védrières et Marcel Guyot, rentrés d'Allemagne où ils furent respectivement prisonnier et déporté, dirigent à nouveau la fédération.

Dans le même temps, plusieurs militants ruraux se retirent de la direction fédérale à laquelle ils avaient accédé grâce à leur rôle au sein du FN paysan. La trajectoire de l'ouvrier agricole François Mitton est emblématique de ces personnes, révélées par leur action résistante, qui occupent d'importants postes partisans durant la clandestinité et l'immédiat après-guerre, puis passent au second plan. François Mitton adhère au parti clandestin qu'il réorganise dans la région du vignoble de Saint-Pourçain-sur-Sioule. En octobre 1943, il est en charge de trois sections et treize communes et participe à la formation du premier maquis du département. Représentant de la CGPT clandestine au Comité départemental de Libération, il entre au bureau régional du PC en 1944. Si son parcours syndical se poursuit après la guerre (il devient vice-président départemental de la CGA¹⁰ et secrétaire départemental

7. Étude effectuée à partir des cartes des vétérans du PCF recensés en 1984 et 1985 (archives de la fédération du PCF de l'Allier, que nous désignerons par la suite AFA pour simplifier).

8. « Rapport de la conférence fédérale du PCF de l'Allier de février 1946 », *Valmy*, 11 et 12 février 1946.

9. « Rapport de la conférence départementale de l'UFF de l'Allier de mars 1946 », *Valmy*, 1^{er} avril 1946.

10. Confédération générale de l'agriculture. La CGA est constituée au lendemain de la Libération par le rassemblement des organisations agricoles issues de la Résistance.

de la fédération des ouvriers agricoles : CGT), sa candidature aux élections législatives de novembre 1946 n'est pas ratifiée, et ses responsabilités politiques sont essentiellement locales (maire et secrétaire d'une section rurale).

Malgré l'importance de la mobilisation communiste dans les campagnes, l'appartenance au monde paysan n'est donc pas un facteur de promotion partisane. Au contraire, l'identité paysanne semble constituer un handicap pour faire une carrière au sein du parti ainsi que pour accéder à des positions électives de premier plan : les trajectoires des élus sont contrôlées par l'appareil partisan et répondent aux mêmes règles sociales de promotion que celles des militants ouvriers.

Après l'euphorie de la Libération, les effectifs du PC bourbonnais déclinent dès 1947 et se stabilisent sous la barre des 4 000 adhérents durant les années cinquante¹¹. En 1953, André Puyet est élu premier secrétaire de la fédération. Issu d'une famille paysanne, il a travaillé comme ouvrier agricole dans sa jeunesse mais a surtout été mineur et responsable de la CGT avant de devenir permanent. En 1962, un autre permanent d'origine ouvrière, Yves Bournaud, tôleier de formation, qui a rejoint le PC à la Libération, prend la tête du parti, dont les effectifs augmentent à nouveau pour atteindre le chiffre de 4 300 en 1968¹².

Les plus hautes fonctions du PC bourbonnais sont ainsi tenues par des cadres ouvriers. En fait, un seul cultivateur du bocage appartiendra, pendant quelques années, au secrétariat d'une fédération dirigée principalement par des permanents d'origine ouvrière. animateur de la résistance paysanne et membre du comité régional avant guerre, Albert Poncet y accède

après avoir été remarqué à l'École centrale paysanne, fin 1945. Comme la plupart des dirigeants paysans du PC, il quitte cependant rapidement la direction fédérale pour assumer des responsabilités syndicales. Pour ces militants, l'entrée dans la hiérarchie communiste est, en effet, l'annonce d'une promotion syndicale. Lorsque le jeune paysan Roger Giraud est élu au bureau fédéral en mai 1957, « l'orientation est de faire de ce camarade un cadre pour le mouvement syndical paysan »¹³ ; il deviendra permanent syndical, à l'instar de Georges Mercier, responsable de la section départementale des fermiers et métayers, qui quitte le bureau fédéral en mai 1964. Les cadres paysans du PC se consacrent surtout aux organisations agricoles et ne siègent le plus souvent qu'au comité fédéral. S'ils sont permanents, ils sont rétribués par le syndicat et non par le parti, quand les militants ouvriers peuvent être permanents politiques sans appartenir à la direction de la CGT.

Les cultivateurs¹⁴ n'ont pas de destin départemental au sein du parti : ils dirigent des sections rurales ou détiennent des mandats électoraux locaux. Ils sont maires ou conseillers généraux mais aucun n'est député : les deux députés communistes de l'Allier sous la IV^e République,

11. Rapports annuels d'organisation et rapports des conférences fédérales du PCF de l'Allier (AFA).

12. Compte rendu du secrétariat fédéral du PCF de l'Allier, 30 octobre 1968 (AFA).

13. Questionnaire biographique signé le 5 novembre 1954 (AFA).

14. Par « cultivateurs » on entend l'ensemble des travailleurs de la terre, c'est-à-dire les propriétaires exploitants, les ouvriers agricoles et les métayers.

l'électricien Henri Védrines et l'ancien architecte parisien Pierre Villon, sont éloignés du monde paysan. À partir de 1958, la circonscription rurale du département correspondant au bocage est représentée par le second, Pierre Villon, qui a été envoyé là à la fin de la guerre par le CC pour suivre la fédération.

Le caractère quasi exclusivement ouvrier du secrétariat fédéral¹⁵ tranche avec le reste du comité fédéral composé à 15 % de cultivateurs. Plus l'échelon hiérarchique augmente, plus la part des ouvriers est prépondérante : il y a, en moyenne, 40 % d'ouvriers au sein du comité fédéral et 60 % au bureau fédéral. Les membres du comité fédéral issus du bocage sont, en majorité, des travailleurs de la terre ou assimilés. Outre les six exploitants et les sept ouvriers agricoles recensés dans les comités fédéraux de 1952 à 1968, on compte un métayer, un garde forestier, un horticulteur, un ouvrier bûcheron et un gérant de silo à blé. Les professions non rurales (deux enseignants, un facteur, un ouvrier et un boulanger) et les femmes (deux cultivatrices, une ouvrière) sont peu représentées.

La marginalité des paysans s'observe ainsi également aux postes partisans intermédiaires, mais à un degré moindre. Les questionnaires biographiques remplis par les militants locaux offrent, à cet égard, un matériel très riche pour appréhender la trajectoire sociale des cadres moyens du parti¹⁶. Ils concernent des militants de rangs intermédiaires (secrétaires de cellule, membres du bureau de section), avant une entrée au comité fédéral ou avant une sélection à une école centrale, par exemple. Les 156 questionnaires biographiques signés entre 1944 et 1964 recèlent une majorité d'ouvriers (32 %), les cultivateurs formant 21 % du corpus, soit un

pourcentage équivalent à celui des employés. S'ils accèdent peu aux structures départementales du PCF, les exploitants et ouvriers agricoles sont donc présents à ces échelons locaux qu'ils animent dans les campagnes. Signe d'une marginalisation dans le processus de promotion partisane, les militants du bocage ne représentent que 28 % des questionnés. Il s'agit de 29 cultivateurs (dont 6 ouvriers agricoles), 5 artisans et commerçants, 6 ouvriers, 2 enseignants et 1 employé. Sur l'ensemble des questionnés, 63 % déclarent avoir au moins trois membres de leur famille adhérents ou sympathisants, traduisant l'importance et la précocité de l'implantation communiste dans le département.

L'analyse statistique des questionnaires biographiques montre que le facteur essentiel de l'intégration familiale partisane est la possession d'attributs paysans : plus la famille du questionné comprend de cultivateurs, plus cette famille est communiste¹⁷. En revanche, l'appartenance au monde ouvrier n'est pas un facteur d'intégration familiale partisane.

Sans que la physionomie de la direction fédérale ne le reflète, le bocage constitue le fief

15. De 1953 à 1968, les secrétariats fédéraux se composent comme suit : 2 ouvriers tôliers, 2 ouvriers de la SNCF, 1 ouvrier d'usine, 1 mécanicien, 1 électricien, 1 ouvrier chimiste, 1 fraiseur, 1 mineur et 2 employés (Archives du CC du PCF).

16. Voir C. Pennetier et B. Pudal eds. [2002]. Sur l'usage de ces questionnaires dans l'Allier, nous nous permettons de renvoyer à J. Mischi [2002b].

17. Plus précisément, si 27 % des individus sans attributs paysans ont au moins deux membres de leur famille inscrits au PC, c'est le cas de 82 % des individus possédant au moins un attribut paysan.

électorat du PCF dans la région mais aussi son principal territoire d'organisation militante. En 1966, on y compte 1 624 adhérents contre 1 224 pour la région de Montluçon, 612 pour celle de Moulins et 423 pour celle de Vichy¹⁸. La moitié des 260 cellules de la fédération sont rurales¹⁹.

L'enquête réalisée par le PC, à cette date, sur 3 315 adhérents permet, lorsque l'on décompose ses résultats par sections, de relever les singularités sociographiques des militants ruraux : les communistes des campagnes sont plus masculins (plus la section est paysanne, plus sa composante féminine est faible) et plus âgés mais ne se différencient pas quant à leur date d'adhésion, située pour 50 % d'entre eux entre la Libération et l'établissement de la V^e République. Dans les sections du bocage, les cultivateurs (42 % dont 25 % d'ouvriers agricoles) et, d'une façon moindre, les commerçants (8 %) et les retraités (15 %) sont proportionnellement plus nombreux que dans le reste du département. Les ouvriers (20 %) et les employés (6 %) sont moins présents dans le bocage. La moitié des ouvriers militant dans le bocage travaillent dans les services publics.

L'ouvriérisation du sommet de l'institution partisane bourbonnaise dissimule par conséquent les racines paysannes de la mobilisation communiste. Au vu de leur poids au sein de la population active et du peuple militant, les ouvriers sont surreprésentés dans la direction fédérale²⁰. En ce sens, la priorité qu'accordent les consignes centrales aux éléments ouvriers est un succès dans l'Allier même si la correspondance entre Paris et Montluçon nous informe que les responsables nationaux du PCF estiment que la promotion ouvrière est encore insuffisante.

Le renouvellement sociologique de l'organisation communiste après 1968

Après une première hausse à la fin des années soixante, les effectifs fédéraux progressent fortement dans la deuxième moitié des années soixante-dix pour atteindre 6 500 cartes placées. Comme ailleurs en France, le regain d'influence du PCF se traduit par un développement de ses relais locaux et de ses instruments de propagande, tout en entraînant une modification de la sociologie de ses structures intermédiaires investies par les couches sociales urbaines en essor.

Les nouvelles adhésions enregistrées transforment la composante sociale de l'organisation communiste, qui accueille davantage de femmes, de jeunes et d'ouvriers. L'analyse de 141 questionnaires biographiques remplis durant les années soixante-dix dessine le portrait des nouveaux animateurs du parti. Au regard des biographiés de l'après-guerre, la part des ouvriers augmente (de 32 % à 40 %), mais la progression la plus spectaculaire est celle des enseignants, dont la représentation passe de 6 % à 20 %. Piliers locaux d'une organisation en expansion, laquelle reste dirigée au niveau fédéral par des permanents d'origine ouvrière, les instituteurs et

18. Rapport d'organisation de la fédération du PCF de l'Allier, décembre 1966 (AFA).

19. Rapport de la conférence fédérale du PCF de l'Allier des 23 et 24 octobre 1965 (AFA).

20. Les ouvriers représentent 26 % et 33 % de la population active départementale en 1954 et en 1968 et, aux mêmes dates, 41 % et 38 % des élus du comité fédéral. En 1965, 34 % des adhérents de la fédération sont ouvriers (résultats départementaux de l'enquête nationale de 1966).

professeurs du secondaire endossent des responsabilités dans les cellules et les sections. La répartition sociale et géographique des biographiés révèle également un repli de la position des ruraux au sein du parti : le taux des cultivateurs passe de 21 % à 3 %, et celui des adhérents du bocage, de 28 % à 17 %. Les militants du bocage, qui représentent toujours 40 % des effectifs totaux, ne participent pas à l'encadrement des nouveaux venus et à la promotion partisane, qui concerne essentiellement les représentants de la région montluçonnaise. L'inégalité du recrutement scolaire au sein du parti est significative : 54 % des questionnés originaires des campagnes centrales ont suivi une école fédérale, contre 73 % pour l'ensemble du corpus.

Depuis 1972, Jean Desgranges, ancien ouvrier mécanicien de Montluçon ayant adhéré au parti en 1956, dirige la fédération, qui est suivie, pour le CC, par André Lajoinie. Un « paysan » intègre ainsi l'encadrement fédéral du PC ; toutefois André Lajoinie n'est pas issu des campagnes bourbonnaises (il a travaillé quelque temps sur l'exploitation de son père en Corrèze) et bénéficie du statut de permanent depuis l'âge de 26 ans. Un autre envoyé du centre parisien remplit la plus haute mission départementale : ancien ouvrier du bâtiment dans l'Essonne et adhérent depuis 1962, Paul Crespin est d'abord instructeur à l'organisation pour le CC dans la fédération avant d'en devenir le premier responsable en 1979. À cette date, le secrétariat comprend également deux permanents d'origine ouvrière de Montluçon et un enseignant de formation, employé par le parti dès sa sortie de l'École normale de Moulins. Le renouvellement sociologique post-68 du PCF, avec la promotion de nouveaux agents sociaux plus instruits

[Pudal 1989 : 294-297], touche donc la direction de la fédération bourbonnaise.

Les sections du bocage suivent la progression nationale et départementale du PCF et, en 1977, rassemblent environ 2 000 des 6 000 militants de la fédération tandis que le nombre de cellules rurales passe de 209 en 1968 à 226 en 1979. En revanche, les cellules professionnelles ne prennent pas dans le bocage malgré l'existence de plusieurs entreprises (porcelainerie de Couleuvre, verrerie de Souvigny, abattoirs de Bourbon-l'Archambault) et d'établissements scolaires. Il n'y a que les mineurs de Buxières-les-Mines, les ouvriers du bois d'une entreprise de Varennes-sur-Allier et les cheminots de Saint-Germain-des-Fossés, qui s'organisent au sein de cellules distinctes. Avec les effectifs ouvriers, l'organisation des jeunes constitue l'autre faiblesse de la mobilisation rurale du PCF : les jeunesses communistes comptent la plupart de leurs forces dans l'agglomération montluçonnaise et seuls deux cercles sont réellement actifs dans les campagnes, à Saint-Pourçain-sur-Sioule et à Buxières-les-Mines.

L'étude comparative de la composition des comités des sections urbaines et rurales permet de dresser l'identité sociale des cadres locaux du bocage au milieu des années soixante-dix. Les sections rurales sont plus paysannes, plus vieilles et plus masculines que les sections des agglomérations. Si, comme en ville, l'investissement des ouvriers dans l'animation partisane est important (ils forment le quart des comités de section), les enseignants, piliers du renouveau organisationnel en milieu urbain, s'impliquent peu au PC et semblent privilégier l'engagement socialiste : ils ne représentent que

8 % des comités des sections du bocage alors qu'ils sont entre 15 % et 20 % dans les formations militantes urbaines. La prise de responsabilité de jeunes ouvriers et employés ne compense pas un vieillissement des structures rurales communistes, toujours animées majoritairement par des cultivateurs malgré les disparitions d'exploitations paysannes. Nous avons pu identifier 44 secrétaires de cellules du bocage en 1974. Ils ont, en moyenne, 43 ans et on ne dénombre qu'une seule femme. Il s'agit de 15 cultivateurs, 8 ouvriers, 6 employés, 3 retraités, 2 artisans, 2 enseignants, 1 cadre et 1 militant sans profession.

D'abord urbain, l'essor communiste des années soixante-dix est ensuite rural, le bocage continuant à alimenter en nouveaux adhérents le parti en 1979 et 1980, alors que les classes ouvrières et moyennes des centres urbains, mobilisées lors de l'Union de la gauche, sont plus réticentes après la rupture du programme commun. En 1979, Montluçon, Moulins et Vichy perdent des adhérents tandis que le PC se renforce dans les campagnes, où il atteint 2 400 membres. Les cellules rurales accueillent 58 % des nouveaux militants de 1979 (410 sur 764) ; au même moment, elles représentent 48 % des adhérents totaux²¹. La hausse du nombre des adhérents dans le bocage, pourtant soumis à une accélération de l'exode rural, ne contrarie pas la tendance de l'organisation communiste à se concentrer sur l'agglomération montluçonnaise. À la fin des années soixante-dix, le décalage entre une direction qui s'urbanise et s'ouvriérise et une base essentiellement rurale est à son apogée : les militants du bocage ont 13 élus au comité fédéral contre 30 pour le Montluçonnais. Le secteur paysan

est alors sous la responsabilité d'un ancien ouvrier de la région de Vichy.

De 1968 à 1980, les structures rurales suivent donc le développement communiste et, bien que leur position au sein de la hiérarchie partisane soit encore plus fragile que par le passé, les adhérents du bocage constituent toujours la principale force militante de la fédération bourbonnaise du PCF. S'ils gardent une identité paysanne en s'ouvrant relativement peu aux ouvriers, les réseaux ruraux sont tout de même marqués par l'ouverture sociologique promue par l'appareil communiste sous l'Union de la gauche : plusieurs enseignants, issus de familles paysannes, accèdent à des positions électives et partisans. L'élection d'un professeur de collège et fils de paysan à la tête de la municipalité de Bourbon-l'Archambault, en 1977, puis du canton, en 1981, est exemplaire à cet égard.

Outre une stratégie ouvriériste privilégiant les militants des usines de l'agglomération montluçonnaise, deux autres facteurs expliquent la place marginale des militants paysans dans le parti : les difficultés propres à leur activité professionnelle et la priorité qu'ils accordent à leur engagement syndical. Les représentants du CC doivent, en effet, constamment intervenir pour persuader les ruraux de rester au comité fédéral et de ne pas délaisser le militantisme. Le déficit paysan de la promotion partisane se manifeste également par une sélection inégalitaire aux écoles du parti. Les paysans bourbonnais ne bénéficient pas, au même titre que les ouvriers du département, d'une formation partisane complète. Si une quinzaine

21. État d'organisation de la fédération du PCF de l'Allier, 17 décembre 1979 (AFA).

de cultivateurs suivent une école centrale (pay-sanne ou classique) à la Libération, il s'agit principalement d'ouvriers agricoles car les exploitants propriétaires refusent de quitter leur domaine pour une longue durée et se replient sur les écoles élémentaires. Même si la base paysanne du communisme repose sur des propriétaires, les cadres paysans non permanents sont ainsi plutôt des salariés agricoles qui jouissent d'une plus grande liberté professionnelle.

Comparée à celle des cadres ouvriers, la trajectoire des porte-parole ruraux du PCF est ainsi fortement circonscrite au domaine syndical ou municipal, et leurs ressources militantes proviennent plus de leur participation à des luttes sociales ou à la Résistance que d'une formation partisane. L'encadrement politique des ruraux est par ailleurs assuré par des personnes d'ex-

traction ouvrière, y compris pour les sujets ayant directement trait au monde paysan. Après la Libération, seule période où les cultivateurs prennent part à la direction fédérale, les problèmes paysans sont pris en charge par des cadres non paysans. Le responsable du travail des paysans, élu en 1961, fut quelque temps ouvrier agricole avant de devenir manœuvre aux sources de Saint-Yorre. En 1968, il est remplacé, à la tête du secteur paysan, par un jeune permanent d'origine ouvrière qui dirige ensuite la section de l'entreprise Dunlop à Montluçon.

Malgré le déploiement d'une sensibilité communiste proprement rurale à l'échelon local, il n'y a donc pas d'acculturation paysanne de l'organisation partisane en Bourbonnais, qui reste, par son encadrement fédéral, un parti ouvrier à dominante urbaine.

Bibliographie

- Kriegel, A.** — 1969, *Aux origines du communisme français, 1914-1920*. Paris, Flammarion.
- Mischi, J.** — 2001, « Les campagnes rouges du Bourbonnais dans l'entre-deux-guerres », *Cahiers d'Histoire* 46 (1) : 143-165. — 2002a, « Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire ». Thèse. Paris, EHESS. — 2002b, « Le contrôle biographique à l'échelon fédéral : le Bourbonnais (1944-1962) », in C. Pen-netier et B. Pudal eds., *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*. Paris, Belin : 157-188.
- Passevant, R.** — 1995, *Résistance rouge et milices noires*. Paris, Le Temps des Cerises.
- Pen-netier, C. et B. Pudal eds.** — 2002, *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*. Paris, Belin.
- Pudal, B.** — 1989, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris, Presses de la FNSP.
- Rougeron, G.** — 1980, « Il y a 60 ans dans le département de l'Allier », *Notre Bourbonnais* IX (213).

Résumé

Julian Mischi, *Un parti ouvrier en milieu rural*

L'étude sociographique des structures militantes de la fédération communiste de l'Allier, de 1920 à 1979, souligne les caractéristiques sociales de ses adhérents ruraux, principalement des travailleurs manuels du monde agricole, ainsi que la singularité de leur position au sein d'un parti qui valorise symboliquement et pratiquement le monde ouvrier de la grande industrie. Alors qu'ils constituent sa principale force électorale, les militants des campagnes bourbonnaises n'occupent pas une place centrale dans une hiérarchie départementale dominée par les cadres ouvriers du bassin montluçonnais. Soumis à des logiques de domination sociale reproduites par le PCF, le destin militant des ruraux est essentiellement syndical ou local : ils investissent les instances agricoles et municipales de leurs villages.

Abstract

Julian Mischi, *A Workers' Party in a Rural Environment*

This study of the structures of the Communist Federation in Allier department, France, from 1920 to 1979 draws attention to the social characteristics of its rural members, mostly manual farm hands, and to the peculiar position of these laborers in a Party that symbolically and practically valued big industry's working class world. Although they represented its main support in elections, these activists did not fill key positions in the departmental hierarchy, which workers from around Montluçon mostly held. Subject to the rationale of social domination reproduced by the French Communist Party, rural activists were fated to activities at the local or union levels. In their villages, they filled positions in farming institutions and town halls.